



Un PSU efficace pour l'alternative autogestionnaire

TEXTE N° 5

Deux ans après la victoire de François Mitterand, l'histoire s'accélère... La droite est à l'offensive, les unes après les autres, les couches sociales qu'elle influence se mobilisent...

La gauche s'enlise. Poussé par l'acuité de la Crise à préciser ses choix, le gouvernement donne la priorité à la défense des équilibres monétaires au détriment d'un projet social de transformation de la société...

Le « peuple de gauche » est en plein désarroi. Il ne suffira pas toujours de mettre en évidence le danger à droite pour l'amener, comme aux municipales, à donner un sursis à la gauche.

Pour le PSU aussi, l'histoire s'accélère. Va-t-il se satisfaire, avec quelques dizaines d'années de retard de ce qui a toujours constitué la base politique et pratique de la social-démocratie : priorité aux institutions, renoncement à défendre dans les faits une stratégie de transformation radicale de la société ? Le temps des notables et des mini-appareils est-il venu ? Celui de l'abandon de principes fondamentaux aussi ?

Va-t-il, au contraire, jouer tout son rôle dans la bataille contre la droite, à l'heure où la gauche traditionnelle perd le contact avec ceux qui l'ont portée au pouvoir ? Saura-t-il penser avec tous ceux qui sont proches de lui, dans le sens d'une politique alternative à gauche face à l'austérité ? Saura-t-il être la force initiatrice d'un rassemblement autogestionnaire solide à gauche du PS et du PC ? C'est à ces questions que nous entendons apporter des réponses. C'est dans ce sens que nous entendons débattre avec la majorité des militantes et militants de ce parti qui, nous le savons, n'ont pas renoncé.

COMPRENDRE

1 — Montée du danger de guerre : 1983 marque une nouvelle étape dans l'affrontement des blocs.

L'implantation de nouvelles armes nucléaires soviétiques et américaines en Europe fait de ce continent le champ de bataille désigné en cas d'affrontement. La volonté des 2 superpuissances de considérer leurs bases stratégiques ou de s'en créer de nouvelles (Pologne, Afghanistan, Cambodge, Amérique centrale, Japon) aggravent la tendance militariste, entretient ou suscite les conflits locaux, justifie le commerce, la diffusion des armements les plus meurtriers.

En s'inscrivant globalement dans la logique atlantiste, en poursuivant la course aux armements, en acceptant l'ordre économique capitaliste dominé par les USA, la RFA, le Japon, la France s'interdit d'impulser de nouveaux rapports Nord-Sud, qui font l'objet de beaux discours (Mexico, Cancun, Pékin...) mais restent à l'état de vœux malgré la situation privilégiée de la France pour une telle initiative.

2 — *Le poids de la démobilisation.*

A partir de 1977/1978, les luttes et pratiques sociales collectives ont régressé. C'est dans une période de grave crise sociale, économique, politique, morale et idéologique que la gauche est arrivée au pouvoir. *L'état de grâce qui succéda à la victoire fut aussi un état d'apathie.* Le gouvernement de gauche a tenté de mettre en œuvre son programme mais en respectant strictement le cadre institutionnel.

Le choix délibéré d'un pouvoir politique de gauche de maintenir la France dans le cadre du monde capitaliste, de plus en plus brutal depuis le début de la crise, n'offrait aucune perspective de mobilisation populaire. *La voie était ouverte, par contre, à la mobilisation des couches sociales les plus conservatrices et au compromis avec elles, l'austérité étant le plus immédiat.*

3 — *Le tournant.*

Après la tentative de relance de la croissance par la consommation et l'interventionnisme d'Etat, tout rentre dans l'ordre. *Il n'est plus question de sortir de la crise mais de gérer au mieux dans une logique capitaliste traditionnelle une crise structurelle dont personne ne prédit la fin.*

Cette crise est caractérisée par l'épuisement de la croissance et le redéploiement du capital à l'échelle mondiale. L'apparition de « nouveaux producteurs » sur la scène économique c'est, de fait, la surexploitation de la force de travail dans certaines régions du monde qui ouvre une concurrence avec le prolétariat occidental et débouche sur le chômage.

Non, le plan d'austérité n'est pas efficace car il s'agit d'abord de réduire la consommation populaire en prenant le risque d'aggraver la récession et de nous conduire inéluctablement vers les 2,5 millions de chômeurs. Non, Ce plan n'est pas juste, car il pèse sur les travailleurs alors même qu'il ménage les plus favorisés.

Mais cette politique ne se développe pas sans contradictions à l'intérieur de la gauche gouvernementale confrontée à l'érosion de sa base sociale, évidente à l'occasion des municipales.

4 — *Remous à gauche*

Les critiques formulées, par exemple, par le CERES et C. Goux à l'encontre de la politique Delors sont largement justifiées. Elles n'ouvrent pas pour autant la perspective d'une transformation autogestionnaire de la société. Les orientations majoritaires des grandes confédérations ouvrières ne contribuent pas à dépasser le désarroi actuel. Croyant favoriser la gauche, elles laissent, par leur attentisme, le champ libre à la droite.

La CGT vise plus à édulcorer la politique d'austérité qu'à proposer une alternative. La CFDT risque de s'orienter vers la cogestion, même si sa volonté de faire peser l'intervention syndicale sur le terrain économique se justifie. Les objectifs revendicatifs syndicaux seront dramatiquement révisés en baisse si la logique du plan gouvernemental n'est pas remise en cause. Par exemple, comment demander la semaine de 35 heures avec compensation jusqu'à 2 fois le SMIC sans s'attaquer à la politique d'austérité ?

Le temps des capitulations est-il venu ? Celles du gouvernement face aux forces du marché, celles des syndicats face au gouvernement ? Au delà des péripéties, toute une idéologie de droite revient en force.

Dès lors que le gouvernement considère comme inéluctables les contraintes économiques mondiales, qui croira encore à la possibilité d'une alternative ? Il nous faut la rechercher, l'exprimer et la faire vivre.

VOULOIR

Notre combat est d'abord dirigé contre la droite et la bourgeoisie. Mais, pour engager la transformation de la société, le PSU ne sert à rien s'il se cantonne dans le suivisme à l'égard de la gauche traditionnelle.

Notre démarche doit être :

- *réaliste parce que capable de situer et d'analyser correctement l'évolution de la société et des consciences individuelles ;*
- *ambitieuse car s'il est juste de prendre en compte les besoins immédiats, les*

obstacles, il est aussi nécessaire de ne pas perdre le fil de notre projet politique, un socialisme autogestionnaire, non-productiviste, non aligné. Pour nous, les fins ne se séparent jamais des moyens d'y parvenir.

1 — Les issues possibles

Le retour de la droite... : le maintien de la politique actuelle, voire son accentuation, hypothéquerait les chances de maintien au pouvoir de la gauche. Déjà, on constate une coupure entre le gouvernement et la base sociale qui l'a porté au pouvoir. Nombreux sont les travailleurs et les jeunes qui désespèrent d'une politique sans imagination, loin des espoirs du 10 mai.

...ou une situation nouvelle : chacun en est conscient ; il faut une autre politique prenant en compte les préoccupations populaires, s'orientant vers un autre mode de développement, permettant de nouvelles relations avec le tiers monde. Mais les interrogations qui font leur chemin dans les partis et les syndicats ne déboucheront pas si les capacités d'initiatives populaires ne se développent pas, si la politique reste confinée dans les colloques.

Pour les autogestionnaires, être efficace c'est peser et mobiliser.

2 — Une force autogestionnaire

Réinventer une identité de gauche visant non pas les « déçus du socialisme » mais tous ceux qui aspirent réellement à cette société.

Agir dans ce sens, c'est lutter efficacement contre la droite. Cela ne se fera pas en serrant les coudes dans la grisaille de la gauche traditionnelle.

Les municipalités ont montré l'existence d'un courant de gauche qui ne se satisfait pas de la politique actuelle. Il y a une place dans ce pays pour une force critique et constructive à gauche du PC et du PS.

Critique... L'existence d'une force politique non engluée dans l'action gouvernementale est indispensable. Pour que la crise, les carences du pouvoir, les refus d'une partie de la jeunesse, n'entraînent pas une polarisation à droite, un courant de gauche refusant de s'autocensurer est nécessaire. *Le nier au nom du combat contre la droite, c'est affaiblir toute la gauche.*

Constructive... Pour dépasser le « témoignage », combattre pour la sortie de la France du pacte Atlantique, pour une défense populaire non nucléaire, contre l'aus-térité et pour un nouveau modèle de développement, pour le contrôle populaire.

Le PSU doit participer pleinement aux débats qui traversent la gauche, exprimer au grand jour les interrogations qui traversent le mouvement syndical et les partis traditionnels. Poser les jalons d'une alternative de gauche à la politique actuelle. *Personne ne le fera à notre place*, pas plus l'extrême gauche que les écologistes.

3 — Alors, le Gouvernement ?

L'entrée d'H. Bouchardeau s'est effectuée dans les plus mauvaises conditions en termes de démocratie interne et de contenu de la politique suivie par le pouvoir. Les conditions fixées par le Congrès de Nantes pour une participation gouvernementale ne sont évidemment pas remplies. Au contraire, le tournant politique actuel est tel que, si nous étions entrés en 1981, il faudrait se poser la question de sortir du gouvernement...

Les réactions positives enregistrées de la part de certains électeurs de gauche ne compensent pas l'effet néfaste exercé sur des couches militantes proches du PSU et indispensables à son développement. Le Parti se doit de prendre position sous peine d'altérer son image politique et sa crédibilité autogestionnaire. Nous désavouons donc l'entrée d'Huguette Bouchardeau au gouvernement tant sur la forme que sur le fond, qu'en raison de la politique suivie par ce gouvernement.

En tout état de cause, le PSU réaffirme qu'il n'est pas membre de la majorité gouvernementale et qu'il n'est pas engagé dans le soutien à la politique actuelle par la présence d'H. Bouchardeau.

AGIR

Nous avons trop pris, au PSU, l'habitude de nous satisfaire de déclarations de principes, d'appels à « ouvrir de larges débats... ». Nous proposons aujourd'hui un contrat pour le développement du parti à travers une intervention sur 5 thèmes

essentiels :

- égalité des droits pour les travailleurs immigrés,
- lutte pour le désarmement et le non-alignement,
- pour une plate forme et une campagne Europe Alternative 84 aux élections européennes (et un regroupement alternatif à l'occasion des régionales),
- être à l'écoute des courants de gauche non-dogmatiques du syndicalisme,
- contre l'austérité, pour des mesures alternatives.

Chacune de ces actions doit être le moyen de rassembler pour peser sur la société et sur la gauche traditionnelle, pour construire un pôle autogestionnaire et alternatif. C'est dans cette dynamique que le PSU se renforcera.

1 — Egalité des droits pour les travailleurs immigrés

Une campagne pour la carte unique de 10 ans, à laquelle participent de nombreuses organisations représentatives, se met en place. En même temps, des collectifs locaux anti-racistes se créent, souvent à l'initiative de l'extrême gauche.

Un collectif national pour l'égalité des droits et contre le racisme associant des personnalités syndicales, politiques et religieuses ainsi que les forces représentatives de l'immigration, pèserait dans le sens d'une plus grande efficacité. Ce collectif serait en mesure d'intervenir au niveau médiatique, contre le retour en force du racisme et de relayer, en les amplifiant, les initiatives les plus significatives prises sur le terrain.

Le PSU soutiendra la campagne pour la carte unique, participera aux collectifs anti racistes locaux en faisant en sorte qu'ils soient ouverts à toutes les composantes populaires et agira, à son niveau, pour la constitution du collectif national pour l'égalité des droits et contre le racisme.

2 — Lutte pour le désarmement et le non-alignement

Une des contradictions les plus évidentes du mouvement pour le désarmement est la faible capacité de mobilisation des forces regroupées dans le CODENE alors que les initiatives du Mouvement de la Paix polarisent — sur des bases ambiguës — des forces importantes. Le PSU articulera son intervention à 3 niveaux :

- *Expression autonome de nos positions* : nous sommes la seule organisation de gauche luttant pour le non-alignement, le refus de la nucléarisation du continent européen, et contre la force nucléaire française.
- *Développement du CODENE* et soutien de ses initiatives.
- *Intervention* à l'occasion des mobilisations anti guerre, par exemple comme celles organisées par le mouvement de la Paix et l'« appel des 100 ». Dans ces derniers cas notre présence s'exprimera sur des bases totalement indépendantes, sans recherche de compromis politiques mais sur la base d'appels séparés.

3 — Pour une campagne Europe alternative 84

Les élections européennes de 84 offrent un terrain favorable à des initiatives du PSU seule force de gauche non alignée et favorable au désarmement. Encore faut-il s'en donner les moyens sinon nous serons réduits à attendre les pourboires intéressés du PS...

Nous proposons au début de l'automne 83

Un appel public du PSU pour la présentation d'une liste Europe alternative 84, sur la base d'une plate forme évitant les alliances contre nature tout en rendant possible un large regroupement.

- pour le gel des armes nucléaires en Europe, première étape vers la dénucléarisation,
- contre le nucléaire civil, pour des énergies alternatives,
- pour de nouvelles solidarités avec le tiers monde,
- pour l'Europe des 35 h, contre l'Europe du chômage.

Pour les élections régionales, il sera indispensable que ce type de regroupement apparaisse clairement à l'initiative des fédérations concernées.

4 — Etre à l'écoute des courants de la gauche syndicale

La crise du syndicalisme, les positions adoptées par les confédérations ouvrières provoquent de profondes interrogations. Il n'est certes pas de la responsabilité d'une organisation politique de se poser en donneuse de leçons. D'ailleurs de nombreux militants syndicaux, engagés ou non dans un parti, ont une conscience poli-

tique certaine.

Mais il est de notre responsabilité d'alimenter le débat pour une orientation démocratique et offensive dans les entreprises et d'être à l'écoute des secteurs syndicaux qui ne se limitent pas plus au suivisme (plus ou moins exprimé) par rapport à la politique du pouvoir, qu'à une surenchère sans réelles perspectives alternatives.

Par exemple, l'expérience de la revue de débat syndical « Résister » nous paraît intéressante et l'approfondissement des contacts avec les secteurs syndicaux qui s'y expriment est nécessaire.

Nécessaire aussi un travail d'élaboration qui articule mieux que ces dernières années propositions économiques alternatives et objectifs immédiats, concrets, permettant la mobilisation des travailleurs.

Il est indispensable de reconstruire un secteur entreprises qui se situe dans ces perspectives, même si ses premiers pas sont modestes.

Le PSU contribuera ainsi à renverser la tendance à la dispersion et à l'usure d'équipes militantes qui, souvent depuis plus de 10 ans, maintiennent une orientation unitaire combative et démocratique. Il pourra ainsi retrouver dans le monde du travail une représentativité qui s'est sérieusement étioyée.

5 — Face à l'austérité, une politique alternative

L'urgence de la situation nécessite des mesures concrètes et applicables immédiatement. Il s'agit de viser à la fois une meilleure efficacité économique et une plus grande justice sociale.

Mais cette rationalité recherchée ne peut pas être comprise par le PSU comme une manière de remettre à l'heure les montres de l'exploitation capitaliste. Face à ceux qui ne veulent gérer l'économie que dans le court terme, *toutes nos propositions doivent dès maintenant promouvoir un autre mode de développement économique fondé sur la satisfaction des véritables besoins matériels et sociaux de la population* et non sur la logique de la compétitivité et du profit imposée par la division internationale du travail, respectueux des grands équilibres écologiques, guidé par les deux volets fondamentaux du développement régional autocentré et la recherche de nouvelles relations égalitaires avec le tiers monde.

Cette politique ne peut être le résultat de mesures étatiques seulement.

Au niveau des entreprises des communes et des régions beaucoup peut être fait dès maintenant.

Notre démarche économique fondamentale doit nécessairement s'insérer dans la lutte des classes. Il ne s'agit pas d'élaborer un inventaire de mesures techniques. Toute politique économique anticapitaliste doit avoir pour finalité la satisfaction des revendications des exploités et se confronter aux débats et luttes dans les différents lieux de travail. Aujourd'hui il faut se doter des outils nécessaires à une politique de changement, afin de définir une alternative à l'austérité Delors-Mauroy.

• Desserrer les contraintes internationales

- Protectionnisme sélectif,
- sortie envisageable du SME,
- utilisation des clauses de sauvegarde de la CEE et du GATT,
- reconstitution du tissu industriel,
- définition de nouveaux échanges avec le tiers monde (annulation de certaines dettes, réexamen du contenu).

• Pour un développement autocentré

- Mesures énergiques pour favoriser les économies d'énergie et de développement des énergies douces,
- mesures visant à sortir l'agriculture de la logique du marché commun et du piège de la concurrence internationale : productions trop spécialisées reposant sur des importations (soja/manioc) et des exportations pouvant être remises en cause à tout moment ; tout cela se faisant aux dépens des petits et moyens producteurs, des consommateurs en France, des paysans du tiers monde.

• Lutter pour l'emploi

- Une loi des 35 h, contrôle syndical de son application, compensation jusqu'à 2 fois le SMIC,
- favoriser le secteur coopératif et les créations d'emploi dans les secteurs socia-

lement utiles (bâtiment travaux publics, santé, économies d'énergie...),
— refus du travail à temps partiel comme réponse au chômage.

• **Lutter contre les inégalités**

— Réforme fiscale augmentation des impôts directs au détriment de la TVA sur les produits de consommation courante,
— intensification de la lutte contre la fraude des non-salariés et des sociétés en embauchant tout le personnel nécessaire,
— augmentation de l'impôt sur le capital,
— fixation des charges sociales des entreprises prioritairement en fonction de la valeur ajoutée et non du nombre de salariés.

La réforme fiscale est un préalable absolu à une éventuelle fiscalisation de la sécurité sociale.

• **Contrôle ouvrier et populaire**

— Sur les exportations,
— sur le choix d'investissement et l'affectation des subventions et aides publiques,
— veto du CE sur les licenciements,
— levée du secret commercial,
— contrôle sur la formation des prix.

POUR CONCLURE...

Ces objectifs justifient que nous dépassions les clivages du congrès de Nantes. Une condition nécessaire : que le PSU manifeste son indépendance par rapport à l'action gouvernementale, comme il a été dit précédemment, qu'il exprime clairement qu'il n'est pas engagé par la présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement ; qu'une équipe de direction respectueuse de la démocratie interne se constitue sur la base d'une dynamique de critique constructive ; qu'elle soit capable d'impulser l'action du Parti pour peser sur une évolution sociale et politique qui peut désormais être décisive à court terme.

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES

Daniel Richter (78), Philippe Laublet (75), Huguette Bouzonnie (75), Marc Perrot (37), Patrick Santini (92), Joël Barthélémy (75), Robert Rival (06), Claude Dubernet (06), Yves Laforge (61), Gérard Clouet (61), René Seibel (44), Yves Berani (75), Dominique Andréani (93), Joël Rigolat (06), Francis Souty (92), Bernard Cuny (25/90), Christiane Guenneteau (78), Dominique Gautrat (75), Claudine Pommepuy (80), Didier Claude (75), Ghislaine Marguerite (Bretagne), Paul Trémintin (Bretagne), Serge Lavignotte (42), Jean-Jacques Boislaroussie (75), Eric Taver (75), Thierry Louail (75), Christian Marion (75), Philippe Boursier (75), Christian Norge (75), Michèle Bayvet (06), Jean-Pierre Santot (57), Jean-Louis Peyron (44), Marie-Cécile Guernier (57), Jean-Guy Garot (39), Hubert Guyet (39), Jean Ségura (92), Gabriel Granier (92), Marie-Françoise Pirot (75), Denise Monpeyssen (Midi Pyrénées), Myriam Delay (69), Isabelle Guillemaud (69), André Laudouze (69), Didier Taugourdeau (61), Jacqueline Cottez (92), Alain Pinsard (38), Jean-François Pellissier (38), Dominique Mariazzi (92), Marie-Thérèse Drouot (52), René Schulbaum (52), Jean Forchantre (52), Jean-Pierre Lemaire (92), Serge Vaysse (94), Jean-Claude Demailly (55), Jean-Pierre Naud (55), Michel Pierre (54), Catherine Weissenborn (88), Bernard Daviller (88), Francine Diderot (88), Jean-Claude Montaigne (93), Jacques Majordome (94), Michèle Chapuis (75), Viviane Cartairade (75), Alain Vitré (75), Alain Claret (75), Pierrette Metra (75), Marie-Jo Morteau (49), Marc Gicquel (49), Jean Boulogne (92), Bruno Trombini (54), Jean-Michel Miny (54), Gilles Perrot (13), Alain Friedman (13), Thierry Martin (93), Jacques Joubert (30), Marie-Louise Devoy (52), Hervé Bousrez (52), Jean-Louis Van de Wiele (59/62), Anne-Marie Baigue (80), Michel Marronier (80), Jean-Louis Amiel (13), Régis Cabal (94), Josette Boisgibault (83), Guy Boisgibault (83), Yves Legloanec (69), Martine Thelot (69), Régis Moulard (73), François Maréchal (73), Marie-Paule Miny (54), Jean-Marc Morel (94).

Envoyez vos signatures à :

*J.P. Lemaire, M.F. Pirot, G. Granier, S. Vaysse ou J.J. Boislaroussie,
9, rue Borromée 75015 Paris.*